Adi SCHWARTZ Einat WILF

LA GUERRE DU RETOUR

L'OCCIDENT EST-IL LE PRINCIPAL OBSTACLE À LA PAIX ISRAÉLO-PALESTINIENNE ?

hermann

La Guerre du Retour

Ouvrage traduit et publié avec le concours d'ELNET.

The War of Return: How Western Indulgence of the Palestinian Dream Has Obstructed the Path to Peace © 2020, Adi Schwartz and Einat Wilf.

Pour la version française :
© 2026, Hermann Éditeurs, 6 rue Labrouste, 75015 Paris.

www.edition-hermann.fr

ISBN : 979 1 0370 4764 9

Toute reproduction ou représentation de cet ouvrage, intégrale ou partielle, serait illicite sans l'autorisation de l'éditeur et constituerait une contrefaçon. Les cas strictement limités à l'usage privé ou de citation sont régis par la loi du 11 mars 1957.

Adi Schwartz – Einat Wilf

LA GUERRE DU RETOUR

L'Occident est-il le principal obstacle à la paix israélo-palestinienne ?

Traduit de l'anglais par Bruno J. Melki

À la mémoire de Robert L. Bernstein (1923-2019)
qui a consacré sa vie à la recherche de la paix,
de la justice et des droits de l'homme.

Avant-propos

Deux ans avant le 7 octobre :
« La marche pour la libération et le retour vers la Palestine n'a jamais été aussi proche. » (Yahya Sinwar[1])

Un an et demi avant le 7 octobre :
« Ô Allah… fais que, par notre entremise, se réalisent les aspirations de notre peuple au retour et à la libération. » (Yahya Sinwar[2])

Six mois avant le 7 octobre :
« La victoire reviendra au peuple qui croit en son droit, et qui a la volonté ferme d'accomplir ses objectifs – la libération et le retour. » (Article publié sur le site officiel des Brigades Izz al-Din al-Qassam du Hamas[3])

Deux semaines avant le 7 octobre :
« L'objectif stratégique… est le retour et la libération. » (article du journal officiel du Hamas, *Palestine*[4])

Une semaine avant le 7 octobre :
« Nous sommes prêts pour le retour. » (Compte Telegram affilié au Hamas[5])

Le 8 octobre 2023 :
« Nous revenons à toi, nous revenons, ô notre terre… Nous sommes partis petite famille, nous reviendrons par millions. » (Publication sur le compte Facebook du docteur Houssam Abu Safiyah[6], directeur de l'hôpital Kamal Adwan à Gaza)

---

1. Conférence à Gaza sous l'égide du Hamas, consacrée à la vision d'un État palestinien devant naître après la « disparition » d'Israël, *Institut pour l'étude des médias du Moyen-Orient (MEMRI)*. <https://www.memri.org.il/cgi-webaxy/item?5482>.

2. Cité dans D. Halevi, Jonathan, *Du point de vue du Hamas : ainsi a mûri la décision de lancer l'attaque du 7 octobre*, Centre de Jérusalem pour les affaires étrangères et la sécurité, 2024, p. 10.

3. *Ibid.,* p. 22.

4. *Ibid.,* p. 64.

5. *Ibid.,* p. 90.

6. Publication Facebook de Dr Houssam Abu Safiyah, directeur de l'hôpital Kamal Adwan à Gaza. <https://www.facebook.com/hussam.abusafyia/posts/pfbid0ZsFLmbKHHc8X5PZL5X2ZnnSCBErCUTa1siTPRCToEtzTZm4xTz2pqjpftzFCEbvkl>.

Comme tout le monde, nous nous sommes réveillés, le matin du 7 octobre, au son des sirènes. Comme tout le monde, nous avons rapidement compris que quelque chose n'allait pas : il ne s'agissait pas des alarmes habituelles, ni des tirs de roquettes en provenance de Gaza que nous connaissions lors des précédentes escalades. Comme tout le monde, nous avons regardé avec stupeur les vidéos montrant les pick-up Toyota blancs dans les rues de Sdérot. Comme tout le monde, nous nous sommes demandé : est-il possible que des hommes armés arabes circulent librement dans nos rues, sans être inquiétés, libres d'agir comme bon leur semble ? Comme tout le monde, nous avons vu les fêtards de Nova fuir pour sauver leur vie, le visage marqué par l'effroi de ceux qui ont entrevu l'enfer. Comme tout le monde, nous n'avons pas voulu y croire en entendant à la télévision les cris de détresse des familles enfermées dans les abris, luttant pour maintenir fermée la poignée de la porte face aux assaillants. Comme tout le monde, nous avons été stupéfaits par l'ampleur de l'infiltration et par la facilité avec laquelle des milliers de Palestiniens ont franchi la frontière israélienne. Comme tout le monde, nous avons été choqués par l'échec cuisant d'Israël à protéger ses localités et ses citoyens. Comme tout le monde, ce fut sans doute le jour le plus sombre de notre vie.

Mais à la différence des autres, nous n'avons pas été surpris. Nous savions que c'était précisément ce que le Hamas, et même les Palestiniens qui ne soutiennent pas forcément cet organisme, cherchaient à accomplir. Nous n'avons pas été étonnés par l'euphorie et l'exaltation manifestées par les Palestiniens et leurs soutiens à travers le monde. Nous savions que le 7 octobre n'était pas, contrairement à ce que certains ont voulu nous faire croire, une « évasion de prison », mais plutôt un acte vers l'accomplissement tant désiré du « rêve du retour » palestinien. Peut-être que le Hamas ne planifia les opérations du 7 octobre que pendant quelques années, mais les Palestiniens, eux, avaient attendu, espéré et agi pendant près de huit décennies en vue de ce moment précis. Le Hamas n'a fait qu'incarner ce rêve, de la manière la plus cruelle et la plus efficace que l'on ait connue jusqu'alors.

***

Comment le savions-nous ? Comment savions-nous ce que les services de renseignement israéliens n'ont ni anticipé ni compris ? Tout simplement en ayant écouté les Palestiniens. Nous les avons

écoutés attentivement, et nous avons entendu ce qu'ils disaient publiquement, ouvertement, à qui voulait bien l'entendre. À leur décharge, les Palestiniens n'ont jamais dissimulé leurs aspirations. Depuis plus de cent ans, ils ont toujours affiché la même constance : plus que la volonté d'être souverains et libres dans leur propre État, ce qui leur importe, et ce qui constitue, en réalité, le fondement même de leur existence nationale, c'est d'empêcher le peuple juif d'avoir un État à lui, sur quelque portion que ce soit du territoire situé entre le Jourdain et la mer Méditerranée.

Parce que nous les avons écoutés, nous savions qu'ils étaient sérieux lorsqu'ils parlaient de « retour », et que ce mot désignait en réalité la destruction de l'État d'Israël. Beaucoup, en Israël comme à l'étranger, ont préféré croire que ces discours palestiniens sur le « retour » relevaient de la rhétorique, qu'ils ne croyaient pas vraiment à ce qu'ils disaient. Après tant d'années, face à la puissance d'Israël, pouvait-on vraiment imaginer que les Palestiniens croyaient sincèrement qu'ils « reviendraient » un jour sur leurs terres ? Croyaient-ils vraiment qu'ils pourraient un jour anéantir Israël ? Malheureusement, la réponse est oui. Ils le croyaient et le croient encore sincèrement. Nous avons peut-être fondé une « start-up nation », atteint un PIB comparable à celui de l'Europe occidentale, et disposons (selon des sources étrangères) de l'arme nucléaire. Mais aux yeux de millions de nos voisins, notre État souverain reste une cible à éliminer. La preuve en a été donnée le 7 octobre.

Parce que nous les avons écoutés, nous savions aussi qu'il s'agissait d'une conscience populaire largement partagée, et non d'un phénomène propre au Hamas uniquement. Nous savions que ce n'était pas une affaire de circonstances locales ou passagères, ni le fruit d'un leadership extrémiste ou corrompu qu'il suffirait de remplacer pour faire disparaître la menace. Ce que nous percevions, c'était une conscience enracinée, aussi ancienne que le conflit israélo-arabe lui-même, au cœur de laquelle réside le refus palestinien – et plus largement arabe – d'accepter notre existence dans l'espace moyen-oriental, quel que soit le tracé des frontières. Contrairement à ce que l'on nous répétait, nous savions que le Hamas représente bel et bien les Palestiniens, et que le problème concernait l'ensemble du peuple palestinien, et non pas seulement le Hamas.

Nous ne croyions pas aux affirmations selon lesquelles tout ce que les habitants de Gaza souhaitaient était un kilomètre de plus pour

pêcher ou mille permis additionnels afin de travailler en Israël. Nous n'y croyions pas, parce que nous savions qu'à seulement quelques kilomètres de chez nous, une société entière est profondément endoctrinée avec la conviction que les Juifs sont des envahisseurs cruels, des colonisateurs impitoyables, les voleurs de la terre de leurs ancêtres, et que, comme tels, ces Juifs n'ont aucun droit de vivre ici. Nous comprenions que, d'après ces convictions, dès qu'une occasion se présenterait, il serait permis, voire moralement requis, de faire subir aux Juifs tout ce que l'on peut imaginer… et bien plus encore.

Nous savions que ce problème exigeait un traitement de fond, qu'il n'existe pas de solution facile ni d'issue rapide. Nous savons encore aujourd'hui qu'il ne disparaîtra pas de lui-même, et que tant qu'Israël ne mobilisera ni l'effort ni les ressources pour y répondre, les Palestiniens resteront sur leurs positions et que le prochain 7 octobre nous attendra au coin de la rue.

***

Nous n'avons pas toujours pensé ainsi. Nous venions tous deux de la gauche israélienne. Einat Wilf avait été députée pour le Parti travailliste et avait travaillé aux côtés de Shimon Peres et de Yossi Beilin. Adi Schwartz avait été journaliste et rédacteur en chef au quotidien *Haaretz*. Tous deux, nous partagions le même socle d'idées :

Les Arabes vivant de l'autre côté de la ligne verte – les Palestiniens – ressemblaient aux Israéliens. Comme eux, ils aspiraient à ce que le sionisme avait lui-même voulu : le droit de diriger leur vie et de maîtriser leur destin politique sur une partie du territoire situé entre le Jourdain et la mer Méditerranée.

La première Intifada, celle où le David palestinien sembla affronter le Goliath israélien, correspondait parfaitement à cette vision : les Palestiniens luttaient contre l'occupation en Cisjordanie et à Gaza. Nous étions convaincus que le jour où le gouvernement israélien permettrait aux Palestiniens d'établir un État sur ces terres, la paix arriverait enfin.

Dans les années 1990, une fois devenus électeurs, nous avons tous deux voté pour des partis promettant d'apporter la paix. L'élection d'Yitzhak Rabin nous a profondément réjouis. Les accords d'Oslo, puis le traité de paix avec la Jordanie, ont renforcé notre conviction que la paix était à portée de main, et que la volonté d'Israël de reconnaître

le droit des Palestiniens à l'autodétermination nous en rapprochait. Quelques années plus tard, nous avons soutenu Ehoud Barak et sa détermination à parvenir à un accord de paix permanent avec les Palestiniens. Nous croyions assister aux premiers signes d'un tournant historique. Même l'échec des négociations de Camp David ne nous a pas découragés. Nous avons soutenu le plan de désengagement d'Ariel Sharon à Gaza et dans le nord de la Cisjordanie, ainsi que les efforts d'Ehoud Olmert pour parvenir à un accord avec le successeur de Yasser Arafat : Mahmoud Abbas. Mais à force de voir les Palestiniens repousser chaque tentative de poser les bases d'un État en Cisjordanie et à Gaza, le doute s'est peu à peu installé.

Après tout, un peuple qui veut un État dit « oui ». Aussi simplement que cela. Les Palestiniens étaient censés se comporter comme les sionistes, pensions-nous, et dire « oui ». La résolution de partage de l'ONU de novembre 1947, celle que les Juifs ont immédiatement célébrée et acceptée, exigeait pourtant de la part du sionisme de renoncer à Sion (c'est-à-dire Jérusalem) et au territoire de Judée, berceau du peuple juif qui en porte même le nom. Elle abandonnait tout d'abord le texte original du mandat britannique qui, en 1922, amputa le territoire attribué en 1917 au peuple juif par la déclaration Balfour de 77 % : de 120 000 km², le mandat britannique passa à 28 000 km², afin de créer la Transjordanie. Ce fut la première partition de la terre destinée à établir deux États pour deux peuples, l'un juif et l'autre arabe. La partition de 1947 proposait au sionisme de se contenter de la moitié du territoire restant sous mandat britannique, et qui plus est, pour l'essentiel désertique. Pourtant, les sionistes avaient dit oui, simplement et clairement, parce qu'au moment décisif, ce qu'ils désiraient plus que tout, était un État. Souveraineté, autonomie, liberté : même sans Jérusalem, même sans la Judée, et même sur une terre désertique. Et si les Palestiniens n'ont pas dit oui à leur État lorsque l'occasion s'en est présentée, ni en 1947, ni en 2000 et ni en 2008, que voulaient-ils réellement ?

***

Entre 2000 et 2004, les attentats suicides dans les bus, les cafés et les rues firent ressurgir avec force cette interrogation fondamentale : que cherchent-ils réellement ? À l'instar de nombreux Israéliens, nous ne pouvions écarter cette question troublante : et si l'hypothèse

fondatrice, portée à la fois par le « camp de la paix » et par la communauté internationale, notamment occidentale, s'effondrait sous le choc de la réalité sanglante ?

Si l'hypothèse selon laquelle seul le partage de la terre et la création d'un État palestinien feraient obstacle à la paix ne résiste plus aux faits, quelle autre lecture permettrait de comprendre la nature véritable de ce conflit ? Et si cette grille d'analyse, pourtant largement admise, s'effondre, sur quels éléments s'appuie une interprétation différente ?

Nous commençâmes à formuler cette autre hypothèse après avoir été, chacun de notre côté, invités à rencontrer des Palestiniens. Nous avions été repérés comme des « Israéliens modérés », membres de la gauche pacifiste, et à ce titre, conviés à échanger avec nos homologues, des « Palestiniens modérés ». Nous étions en face de cette société palestinienne formée dans les meilleures universités occidentales, et qui parlait un anglais impeccable. Beaucoup d'entre eux étaient ou avaient été membres d'équipes d'assistance aux négociations entre Israéliens et Palestiniens. L'élite du dispositif diplomatique palestinien. Ces rencontres, comme bien d'autres du même type, étaient organisées par des acteurs occidentaux convaincus que les dialogues israélo-palestiniens faisaient progresser la paix.

Mais très vite, nous comprîmes que leur manière d'envisager le conflit différait radicalement de la nôtre. Ainsi, lors de plusieurs réunions auxquelles Einat assista, ces Palestiniens « modérés » soutinrent que le peuple juif n'était pas un peuple, mais simplement une religion, et qu'aucune religion n'a droit ni à un État ni à l'autodétermination. Elle entendit aussi que le lien entre le peuple juif et la terre d'Israël n'était qu'une « fable inventée dans le seul but de voler les terres arabes ». Einat est une athée convaincue, mais elle sait que cette affirmation est fausse. Prétendre que des millénaires d'histoire, de textes, de rituels, de culture et de foi auraient été inventés pour permettre à une poignée de Juifs, à la fin du XIX^e^ siècle, de s'emparer d'un territoire sans lien avec eux relève de l'absurde. Il n'est pas nécessaire d'être juif, et encore moins de croire en Dieu, pour reconnaître que le lien entre le peuple juif et la terre d'Israël est l'un des plus profonds que l'histoire et la culture humaines aient jamais connus entre un peuple et une terre.

Au terme de ces rencontres, Einat rentrait chez elle habitée d'un malaise croissant : les postulats dans lesquels elle avait été élevée lui apparurent gravement défaillants. Car si ces interlocuteurs

représentaient les « modérés » du camp palestinien, alors le conflit se révélait bien plus profond qu'elle ne l'avait cru. Elle comprit que sa propre modération s'exprimait dans la reconnaissance du droit égal des Palestiniens à l'autodétermination et à la souveraineté dans leur patrie. Mais les « modérés » palestiniens, eux, ne reconnaissaient ni un droit équivalent pour le peuple juif, ni même qu'Israël fut sa patrie. Pour paraphraser l'ancien Premier ministre Menahem Begin, les Palestiniens reconnaissaient le droit de la force, mais non la force du droit d'Israël. Autrement dit, le jour où Israël perdrait sa puissance, le peuple juif perdrait aussi ses droits.

Ces prises de conscience poussèrent Einat à rechercher des partenaires palestiniens disposés à esquisser une vision de paix fondée sur une reconnaissance mutuelle et équivalente du droit à l'autodétermination : pour le peuple juif comme pour le peuple arabe palestinien. Elle n'en trouva que très peu.

Adi, lui aussi, vécut des rencontres comparables. À la veille du sommet de Camp David, durant l'été 2000, il participa à une délégation mixte israélo-palestinienne en Norvège. Malgré l'éloignement et la quiétude des fjords, le fossé entre les deux camps se creusa immédiatement. Tandis que les Israéliens s'efforçaient d'accueillir avec bienveillance la plupart des revendications palestiniennes, ces derniers, derrière leurs sourires, refusèrent catégoriquement le principe même d'un État juif souverain en terre d'Israël.

Des années plus tard, Adi accompagna une délégation de journalistes suédois en visite en Israël. L'une des participantes, d'origine palestinienne, était née en Suède, de parents ayant fui la Galilée pour la Syrie lors de la guerre d'indépendance, avant d'émigrer vers le nord. Elle parlait couramment suédois, avait fait ses études à l'université de Stockholm et travaillait comme journaliste. Mais un soir, lors d'une discussion sur la question des réfugiés palestiniens, elle se leva soudain, bouleversée, le regard en feu, et lança : « Le droit au retour est sacré ! Jamais nous n'y renoncerons ! »

La force de sa conviction, et le fait d'avoir élevé cette revendication au rang de sacré, frappa Adi de plein fouet. Il se demanda : si une femme occidentale, issue de la classe moyenne, détentrice de l'un des passeports les plus convoités au monde, s'exprime ainsi, que dire alors des millions de « réfugiés » palestiniens vivant dans les camps du Liban, de Gaza ou de Judée-Samarie, sans passeport ? Et si telle est bien leur conviction, si ce qu'ils appellent le « droit au retour » occupe une

place aussi centrale dans leur conscience, alors de quoi parlions-nous, toutes ces années, lorsque nous évoquions la paix ?

Ce fut un processus au cours duquel nous comprîmes, tous les deux, que les Palestiniens ne se contentaient pas de nier le droit du peuple juif à l'autodétermination, mais considéraient les questions des réfugiés et du retour comme existentielles. Nous en vînmes à la conviction que ces sujets revêtaient, pour eux, une importance supérieure à tout autre aspect du conflit dans la construction de leur identité collective. Il apparut que deux éléments, quasiment absents de la conscience israélienne comme de la perception internationale, se trouvaient en réalité au cœur même de la vision palestinienne du conflit : la négation du droit historique des juifs à l'autodétermination et la revendication du « droit au retour ».

Mais si les Palestiniens prenaient réellement au sérieux le retour sur l'ensemble du territoire de l'Israël actuel, et si l'on tenait compte de leur affirmation selon laquelle il existerait entre six et neuf millions de réfugiés palestiniens, alors cela signifierait que l'État d'Israël serait appelé à devenir un État arabe, avec une minorité juive. Cela entraînerait l'effondrement de tout l'édifice construit sur l'hypothèse selon laquelle les Palestiniens ne réclameraient qu'un État sur une partie du territoire, la fin du contrôle militaire israélien en Cisjordanie et à Gaza, et la paix par le partage de la terre. Cela signifierait que leur objectif ultime serait un retour en arrière, vers l'époque précédant la création de l'État d'Israël. Et si les Palestiniens étaient réellement sérieux dans leur revendication du retour, et s'ils continuaient de se voir comme des réfugiés de « la Palestine entre le fleuve et la mer », alors toutes les années de négociations n'auraient été que de vaines illusions, et les discours sur les colonies, l'occupation militaire ou la solution à deux États, de simples châteaux de sable.

Telle est la signification réelle de la revendication palestinienne du « droit au retour », et c'est ainsi qu'il faut la comprendre. La plupart des autres problèmes du conflit, à l'exception de la question de Jérusalem, sont par nature techniques. Ils peuvent être résolus, pour peu qu'existe une véritable volonté politique. On peut déplacer une frontière d'un kilomètre vers l'Ouest ou vers l'Est, les dispositifs de sécurité peuvent être renforcés, autant de difficultés concrètes que l'on peut gérer. Mais la volonté palestinienne d'abolir l'État-nation du peuple juif demeure inacceptable. La mise en œuvre du droit au retour, et ce qu'il incarne pour les Palestiniens, constitue le seul point qu'Israël n'a jamais pu, et

ne pourra jamais, accepter. Sur ce point, il existe un consensus quasi absolu au sein de la société juive israélienne.

***

À mesure que nous prîmes conscience du rôle central joué par la condition de réfugié et le droit au retour dans l'identité palestinienne, nous avons commencé à poser des questions fondamentales : pourquoi y a-t-il encore aujourd'hui des réfugiés palestiniens issus d'une guerre terminée depuis près de huit décennies ? Pourquoi les Palestiniens insistent-ils pour affirmer que chacun d'entre eux possède un droit personnel et sacré, transmissible de génération en génération, à venir s'installer sur le territoire même de l'État d'Israël ? Qu'est-ce qui a empêché les réfugiés palestiniens de se reconstruire à l'issue de la guerre d'indépendance, comme ce fut le cas pour des dizaines de millions d'autres réfugiés à travers le monde, y compris les Juifs ? Était-ce par indifférence à leur sort, ou par manque de moyens financiers, ou bien existait-il d'autres raisons, idéologiques cette fois ? Le droit au retour est-il une revendication authentique, ou simplement une carte palestinienne destinée à être abandonnée une fois les autres demandes satisfaites ?

En apparence, rien ne laissait penser que nous découvririons quoi que ce soit de nouveau. Que pouvait-on encore dire sur l'un des conflits les plus étudiés au monde ? Chaque détail a déjà été débattu sous tous les angles. Près d'un siècle de tentatives de résolution, dont trente années de négociations, depuis les accords d'Oslo, ont nourri une littérature foisonnante : livres, articles, discours, témoignages et trajectoires personnelles brisées. Que pouvait-on encore ajouter ? Et pourtant, comme nous le découvrîmes au fil de plusieurs années d'enquête, il restait encore beaucoup à révéler.

C'est à partir de ces questions qu'est né notre livre, *La Guerre du Retour*, publié en hébreu en 2018, en anglais en 2020, puis traduit en espagnol, portugais, allemand, arabe et norvégien. En nous appuyant sur des figures clés, sur des événements méconnus et sur des documents dévoilés pour la première fois dans leur intégralité, nous retraçâmes l'histoire du dossier des réfugiés palestiniens et de la revendication du retour, depuis la guerre de 1948 jusqu'à nos jours. Nous montrâmes comment les pays arabes avaient saboté les efforts sincères de réhabilitation menés par la communauté internationale dans les années 1950,

comment s'était développée une culture destructrice au sein des camps de réfugiés, comment l'UNRWA, cette agence provisoire, créée pour réinstaller les réfugiés arabes de 1948 dans un délai raisonnable, s'était muée en une institution permanente, financée par la générosité naïve de l'Occident, au service d'un nationalisme palestinien vengeur et violent, et quel rôle le dossier des réfugiés avait joué dans les négociations de paix des dernières décennies.

À mesure que nous creusions, nous comprenions que la question des réfugiés ne ressemblait à aucune autre. Elle ne relevait pas, comme les questions de frontières ou de sécurité, d'un contentieux parmi d'autres : elle incarnait l'essence même du conflit. Elle constituait le prisme révélateur de la vision palestinienne du monde, de leur lecture du conflit, de leur perception des Juifs et du sionisme. Elle représentait l'obstacle majeur à toute normalisation. Elle offrait la preuve la plus directe de la conviction historique palestinienne selon laquelle le projet sioniste était illégitime et injuste.

Au fil de notre parcours, nous comprîmes que nous pencher sur la question des réfugiés et sur la revendication du retour, c'était remonter aux racines du conflit. Leur perpétuation pendant près de huit décennies reflétait un récit selon lequel les Palestiniens formaient un peuple indigène, spolié de sa terre par des colonisateurs étrangers dénués de tout droit légitime sur celle-ci. De là découlait leur refus persistant de reconnaître, même partiellement, les droits légitimes des Juifs sur la moindre portion de la terre d'Israël.

Dans cette vision, le conflit n'oppose pas deux peuples aux droits concurrents, mais un seul peuple détenant la justice face à des membres d'une religion considérée comme inférieure. Ces derniers auraient aussi usurpé ce qui ne leur appartenait pas. Pour les Palestiniens, la seule issue afin de rétablir la justice et l'ordre moral se trouve dans le retour des réfugiés à leur lieu d'origine et la restitution de la terre à ses « véritables propriétaires ». Cela se ferait au détriment d'Israël et des juifs, mais cela n'est aucunement leur problème.

Notre enquête nous conduisit à une conclusion forte : ignorer la question des réfugiés palestiniens ne revient pas seulement à négliger un aspect du conflit, mais revient à se priver de toute compréhension de sa nature profonde. Sans saisir la conscience du « retour », à la fois comme retour physique à l'intérieur d'Israël, et comme retour idéologique vers un passé pré-étatique, nous restons aveugles. Nous ne pouvons comprendre que, pour les Palestiniens, le conflit ne porte ni

sur des frontières, ni sur un partage territorial. Il porte sur l'existence même d'un État juif souverain en terre d'Israël.

***

Munis de ces clés de compréhension et du livre que nous avions écrit, dont même les détracteurs les plus virulents n'ont jamais contesté les faits, nous avons lancé une campagne en faveur d'un changement politique. Nous avons rencontré des diplomates, donné des conférences dans des parlements, publié des articles, diffusé des messages sur les réseaux sociaux. Nous avions compris qu'à travers notre enquête et nos conclusions sur les réfugiés, sur la revendication palestinienne du retour et sur l'organisation qui l'entretient – l'UNRWA – nous détenions une clé, non seulement pour comprendre le passé du conflit, mais aussi pour éclairer le présent et proposer une voie de transformation pour l'avenir.

Nous avions compris que des décennies de négociations avaient été vouées à l'échec. Nous avions compris que nous avancions vers une catastrophe. Nous avons visité presque tous les pays qui financent significativement l'UNRWA, exposé nos arguments devant des responsables des affaires étrangères et de la coopération internationale, devant des parlementaires, des diplomates et des ambassadeurs. Nous avons été interviewés dans les médias israéliens et internationaux, avec un message clair et direct : les citoyens d'Israël paieront de leur sang le maintien, même implicite, du soutien occidental au récit palestinien qui nie l'existence de l'État d'Israël.

Sur la base de notre travail, nous avons expliqué à tous ceux qui acceptaient d'écouter que chaque dollar, chaque livre sterling, chaque euro versé à l'UNRWA, notamment à Gaza, ne sert ni à reconstruire, ni à bâtir une vie palestinienne prospère, ni même à répondre à des besoins humanitaires essentiels, mais bien à creuser des tunnels et à faire de Gaza une plateforme logistique efficace pour la « libération de la Palestine du fleuve à la mer ».

Grâce à cette grille de lecture, nous avons notifié que les dirigeants israéliens, civils comme militaires, ne prenaient pas au sérieux les intentions de l'ennemi, et parfois même n'en comprenaient pas la portée réelle. Nous avons rencontré des hauts responsables de Tsahal et du gouvernement israélien, et constaté de près cette combinaison dangereuse entre le mépris pour les Palestiniens, leur volonté idéologique

d'en finir avec le sionisme, et la dépendance israélienne à un calme artificiel. Nous avons lancé des avertissements qui expliquaient que la coopération israélienne avec l'UNRWA et la protection qu'elle accorde à cet organisme, n'apporteront ni stabilité ni sécurité. Nous avons averti qu'à force de différer la résolution du problème, Israël nourrissait une bombe à retardement qui, tôt ou tard, finirait par détoner.

Grâce à cette même clé, nous avons compris dès 2018 que ce que l'on appelait les « marches du retour », organisées depuis Gaza en direction de la frontière israélienne, relevait d'un projet plus profond qu'il ne paraissait et d'une véritable vision stratégique palestinienne. Ce constat nous a conduits à forger un terme nouveau dans la version anglaise du livre : *Westplaining*, désignant la tendance de certains diplomates, journalistes et experts occidentaux, parfois même israéliens, à réinterpréter des déclarations choquantes, mais limpides, de responsables palestiniens, en leur attribuant des significations plus acceptables aux oreilles occidentales, et surtout israéliennes.

Car les Palestiniens, encore une fois, n'ont jamais dissimulé leurs intentions. Leurs marches ne visaient pas l'Égypte, mais bien Israël. Ils l'ont explicitement appelée « la marche du retour ». Dans des interviews accordées aux médias étrangers, les participants palestiniens ont exprimé sans ambiguïté leur attachement profond à ce rêve du retour. Et pourtant, à lire les comptes rendus de ces événements, on aurait pu croire que le problème tenait aux conditions de vie à Gaza, plutôt qu'à une idéologie politique structurante.

Grâce à la clé que nous avions pour comprendre l'essence du conflit, nous avons compris que l'annonce, en 2018, par le président américain Donald Trump de l'arrêt du financement de l'UNRWA pouvait peut-être constituer un pas vers une solution. Nous savions que, pour les Palestiniens, l'UNRWA, et surtout son financement occidental, représentait la garantie que le monde soutenait leur aspiration au retour, c'est-à-dire à la fin de l'État juif. Nous savions que la fin du soutien américain serait perçue par les Palestiniens, à juste titre, non comme une question budgétaire, mais comme une attaque directe contre le rêve du retour. Et c'est ce qui s'est produit.

Nous savions aussi que, comme dans d'autres conflits à travers le monde, seul un message ferme adressé aux réfugiés, les appelant à s'adapter à une réalité nouvelle, pouvait ouvrir la voie à une paix durable. C'est pourquoi nous n'avons pas été surpris d'apprendre que les mesures de l'administration Trump, visant à dire aux Palestiniens

qu'ils devaient accepter leur défaite de 1948 et la réalité d'un État juif, furent celles-là mêmes qui rendirent possibles les accords d'Abraham. Les Palestiniens s'y opposèrent évidemment avec virulence, mais lorsqu'ils firent appel à la Ligue arabe pour réclamer des sanctions contre les pays signataires, ils ne récoltèrent qu'un haussement d'épaules.

Grâce à la clé que nous détenions, nous savions que le rétablissement du financement de l'UNRWA par l'administration Biden, en 2021, augmenterait le risque de guerre. En apparence, ce n'était qu'un petit geste, une marque de bonne volonté envers les Palestiniens après les années Trump. Mais précisément parce que nous connaissions l'importance centrale du rêve du retour dans leur conscience, cette décision nous emplit d'angoisse. Nous savions que le rétablissement du financement de « l'Agence du retour » risquait d'encourager les Palestiniens à passer à l'acte. Nous savions que ce message allait exactement à l'encontre de celui qu'il fallait transmettre, et que ces messages ont un poids.

Pendant tout ce temps, nous avons été perçus par divers cercles gouvernementaux, dans plusieurs pays, comme les mendiants d'une cause perdue. Nous avons souvent reçu des regards empreints de pitié, émanant de ceux qui nous voyaient comme des personnes gâchant leur temps et leurs compétences sur un dossier secondaire. À leurs yeux, non seulement avions-nous choisi de nous consacrer à la question palestinienne, devenue pour reprendre l'expression de Naftali Bennett, « un caillou dans la chaussure », mais nous avions en plus décidé de restreindre davantage encore notre champ d'action, en concentrant nos efforts sur un organisme marginal appelé UNRWA, censé n'être qu'une aide humanitaire aux pauvres Palestiniens. Lors d'une conférence à laquelle Einat participa, un journaliste israélien de gauche l'interpella de la sorte : « Einat, sérieusement… Qui se soucie encore des Palestiniens ? C'est tellement dépassé. »

Ce que nous avions choisi d'ignorer revînt en force, afin de frapper le centre de notre existence avec une violence que nul ne pouvait plus nier.

Lorsque nous avons publié *La guerre du droit au retour* en 2018, en hébreu et en anglais, nous affirmions prudemment que la condition des réfugiés, la revendication du retour et l'UNRWA constituaient la clé de compréhension du conflit. Dans cette version française, actualisée, enrichie et reformulée autour de cette même clé, nous le disons aujourd'hui d'une voix plus claire et sans détour : ce livre décrypte comment nous en sommes arrivés là et ce que nous pouvons peut-être

encore changer afin d'améliorer nos décisions politiques. L'histoire des réfugiés, de la revendication du retour et du soutien occidental à l'UNRWA met en lumière des mécanismes profonds qui traversent toutes les années du conflit et qui perdurent encore aujourd'hui. Il nous faut impérativement briser ces mécanismes si nous voulons ouvrir la voie à un avenir différent.

Ces mécanismes sont au nombre de quatre.

Le premier concerne la position arabe en général, et palestinienne en particulier. Une position cohérente et patiente, fondée sur le rejet absolu du sionisme. Dans ce livre, nous montrons comment le camp arabe, et les Palestiniens en particulier, a toujours maintenu son refus catégorique du projet sioniste. Les guerres, le terrorisme, la condition de réfugié, la revendication du retour et le maintien de l'UNRWA, tout cela ne constitue qu'un ensemble de moyens au service d'un objectif unique. La « *réfugiété* » n'est pas la véritable douleur, et le retour n'est pas une simple nostalgie d'un foyer perdu. Ces deux réalités nourrissent un seul et même rêve : un rêve qui, à son origine, affirmait qu'il ne fallait pas permettre aux Juifs de créer un État, et qui, une fois cet État né, affirma qu'il fallait en supprimer l'existence.

Le deuxième mécanisme touche à l'attitude de l'Occident. Tout au long de l'histoire du conflit, non seulement les puissances occidentales n'ont jamais osé contester le rejet arabe du sionisme, mais chaque fois que les Arabes subissaient une défaite militaire dans leurs tentatives de détruire le sionisme, l'Occident s'empressait de les « sauver ». Dès la guerre d'indépendance, et même dès la Grande Révolte arabe qui empêcha la création d'un État juif dans les années 1930 et ferma les portes de la terre aux Juifs au pire moment de leur histoire, la réaction occidentale face au refus arabe fut la tolérance, tandis que les Juifs du Yishuv[7], puis d'Israël, furent soumis à une pression constante pour céder. Au lieu de comprendre que le cœur du conflit réside dans le rejet arabe du projet sioniste et d'agir pour faire évoluer cette position, l'Occident l'a toujours traité comme un fait acquis et stable, poussant systématiquement le camp juif à faire toujours plus de concessions.

Qui plus est, l'Occident est allé jusqu'à suspendre les règles du droit international et les normes diplomatiques habituellement appliquées

7. NdT : Le terme Yishuv à l'époque désignait de facto l'État d'Israël avant sa création ou en d'autres mots, l'ensemble des institutions qui géraient et représentaient les Juifs vivant en Palestine avant le 14 mai 1948, date de l'indépendance de l'État d'Israël.

à la résolution des conflits, dès lors qu'il s'agissait de la guerre arabe contre le sionisme. Des concepts exceptionnels, comme « le droit au retour dans les maisons » ou « le statut de réfugié à vie », ont été forgés dans le but de sauver les Arabes de leurs défaites. Et ce mécanisme se prolonge jusqu'à aujourd'hui. Tandis que la communauté internationale s'emploie par tous les moyens à nier au peuple juif tout droit à l'est de la ligne verte, elle continue de soutenir les revendications arabes à l'ouest de cette même ligne, par l'intermédiaire de l'UNRWA. Ce faisant, elle sape sa propre doctrine officielle, censée promouvoir la paix à travers une solution à deux États. L'agence de l'UNRWA est le vecteur de ce péché originel, le levier par lequel l'Occident empêche les Arabes, et les Palestiniens en particulier, d'assumer l'échec de leur idéologie et de s'engager dans une voie nouvelle.

Le troisième mécanisme concerne l'indifférence avec laquelle le monde accueille la disposition israélienne à faire des concessions. Israël accepte de se plier à la pression occidentale, même lorsque celle-ci viole ouvertement les règles les plus élémentaires du droit international et les normes généralement admises pour résoudre les conflits. De facto, Israël a accepté des conditions qu'aucune autre nation victorieuse n'a jamais été tenue de faire à la fin de conflits imposés. Israël, par exemple, s'est déclaré prêt à accueillir un nombre significatif de réfugiés arabes en son sein après avoir gagné son indépendance. Mais cette volonté de compromis est perçue par les Arabes et les Occidentaux comme étant normale, et ne lui apporte aucun crédit. Et, dans la mesure où les Arabes continuent de réclamer des exigences suicidaires pour Israël, les compromis israéliens ne pourront jamais suffire.

Un quatrième mécanisme s'est peu à peu enraciné : face à l'intransigeance arabe, Israël a cessé de chercher à modifier les positions adverses, préférant acheter un calme temporaire. La recherche de tranquillité, autrefois perçue comme tactique, est devenue une fin en soi, parfois même présentée comme un choix moral. Ce glissement s'est opéré au point d'instaurer une forme de résignation politique, où le renoncement à la victoire est érigé en vertu. Rien n'illustre mieux cette dérive que la protection rigide, presque sacrée, qu'Israël, ses gouvernements, ses ministères et son appareil sécuritaire ont construite autour de l'UNRWA. Lorsque Einat fut élue à la Knesset et qu'elle commença à œuvrer pour sensibiliser à la question de l'UNRWA, dénonçant l'absurdité du soutien international apporté à cette agence, et par conséquent au droit au retour palestinien, elle découvrit avec stupéfaction que

c'était l'État d'Israël lui-même, en particulier son appareil sécuritaire, qui bloquait toute tentative d'action contre l'UNRWA. Même après la publication de notre premier livre en 2018, nous avons constaté, au fil de nombreux échanges en Israël et à l'étranger, qu'aussi paradoxal que cela puisse paraître, c'est Israël qui reste le principal garant de l'exigence palestinienne du retour, sans que le coût diplomatique d'une telle posture n'ait jamais fait l'objet d'un débat public.

***

Notre objectif, en publiant ce livre, ne se limitait pas à décrire les mécanismes destructeurs du passé. Nous voulions offrir des outils pour comprendre le présent. Et voici ce qu'il faut comprendre : qu'il s'agisse d'une invasion venue de Gaza, d'affrontements avec l'Autorité palestinienne ou de la lutte contre le terrorisme à Jénine ou Naplouse, tous ces événements représentent des théâtres d'opérations ou des expressions locales d'une guerre conduite par les Arabes de cette terre contre toute souveraineté juive entre le fleuve et la mer. Ils traduisent une identité palestinienne singulière, qui, dans son rapport à la souveraineté juive, combine le pire du monde arabe et le pire du monde occidental.

Tel est le drame fondamental du conflit : l'identité palestinienne s'est construite, avec l'appui et l'encouragement de l'Occident, comme une identité nationale unique, non pas fondée sur une appartenance arabe, musulmane ou locale, mais entièrement structurée autour du rejet du sionisme. Dès février 1947, le ministre britannique des Affaires étrangères constatait que le conflit était « insoluble », car « le principe essentiel pour les Juifs est la création d'un État juif souverain, tandis que pour les Arabes, il est essentiel de s'opposer à la création d'un tel État, à tout prix, sur quelque portion que ce soit de la terre d'Israël ». Après des décennies de mobilisation continue, une identité palestinienne s'est progressivement cristallisée, entièrement bâtie sur l'objectif d'éliminer toute souveraineté juive. Cette identité, la « *palestinité* », ne comporte aucune dimension constructive, autonome ou distincte, telle qu'une véritable aspiration à un État, du moins pas si cela implique de coexister avec un État juif.

On peut percevoir cette réalité à travers l'analyse du langage propre à l'identité palestinienne et à ses soutiens dans le monde. Des mots et expressions tels que « deux États », « justice », « retour » ou « droits » prennent un tout autre sens dans le dialogue entre Palestiniens et

Israéliens, ou entre Palestiniens et Occidentaux. Par exemple, durant les années de négociation, les dirigeants palestiniens, appuyés par plusieurs sondages, ont exprimé un soutien apparent au projet de deux États. En Israël et à l'étranger, on en a déduit, un peu vite, que l'un de ces deux États serait un État juif. Rétrospectivement, il apparaît que cette déduction était infondée, et qu'elle aurait mérité un examen plus attentif. Lorsque les Palestiniens parlent de « deux États », ils continuent d'affirmer, en parallèle, que des millions d'entre eux ont le droit de s'installer à l'intérieur d'Israël. C'est le « droit au retour ». Cela signifie que, dans leur esprit, l'expression « deux États » désigne en réalité un État arabe à Gaza et en Cisjordanie, et un autre État arabe qui remplacerait Israël par le biais du retour des réfugiés. « Celui-ci est à nous, celui-là aussi » en version palestinienne. En réalité, jusqu'à ce jour, aucun projet officiel palestinien de paix n'a jamais reconnu aux Juifs un État sur quelque portion que ce soit du territoire situé entre le fleuve et la mer.

Il est également utile d'examiner le sens du mot « justice », que l'on retrouve dans des expressions telles que « paix juste », « solution équitable », ou dans les noms d'associations comme « Étudiants pour la justice en Palestine ». Pour beaucoup, ce terme signifie qu'il devrait exister un État palestinien ou que les Palestiniens ne devraient plus vivre sous domination israélienne. C'est là une interprétation raisonnable. Mais ce n'est pas celle que partagent les Palestiniens. Pour eux, la « justice » n'a qu'un seul visage : elle consiste à corriger ce qu'ils perçoivent comme l'injustice de la création de l'État d'Israël. Et l'un des éléments centraux de cette correction est le retour, c'est-à-dire l'abolition d'Israël en tant qu'État du peuple juif.

Des termes tels que « droits », « libération » et, bien sûr, « retour » suivent la même logique, leur signification variant profondément selon qu'on les entend du côté palestinien ou occidental. Comme on le verra par la suite, il ne fait aucun doute que le « retour » incarne l'idée d'une victoire sur l'État juif par sa disparition. C'est ce qui explique l'euphorie du 7 octobre. Ce n'était pas la joie de détenus s'échappant d'une prison à ciel ouvert, mais celle de millions de personnes qui, depuis des décennies, attendaient et avaient été éduquées à espérer ce « retour ». Une euphorie née de la sensation d'un accomplissement héroïque. Voilà pourquoi le Hamas a bénéficié d'un large soutien après le massacre, et pourquoi, tant qu'il donnait le sentiment de réussir, même l'Autorité palestinienne, pourtant supposée modérée, a refusé de le condamner.

***

Si tel est le passé, et tel est le présent, comment imaginer un avenir différent ?

Lorsqu'on comprend que ce conflit oppose des Juifs qui aspirent à un État à des Arabes qui veulent qu'ils n'en aient pas, et que cette opposition a été nourrie de manière à faire du rejet de la souveraineté juive un pilier de l'identité d'un peuple entier, l'horizon devient plus lisible. Ce conflit prendra fin lorsque l'un des deux camps renoncera à son objectif fondamental : soit les Juifs renoncent à leur État et à leur droit à une vie souveraine sur leur terre historique, soit les Arabes, en général, et les Palestiniens, en particulier, renoncent à leur opposition à toute forme de souveraineté juive entre le fleuve et la mer. Tout le reste n'est que détail.

Puisque nous souhaitons, l'un comme l'autre, le maintien d'un État souverain pour le peuple juif, le seul scénario que nous puissions espérer est celui dans lequel les Arabes cessent enfin leur guerre centenaire contre le sionisme. C'est la seule paix concevable. Elle suppose une transformation profonde chez les Palestiniens et un passage du rejet à l'acceptation du sionisme. Nous savons que cette formulation est difficile à entendre, mais elle constitue la seule voie vers une paix durable. Il est plus confortable de croire qu'en évacuant des colonies, en mettant fin à l'occupation ou en remplaçant un Premier ministre, la paix s'installera. Mais les faits viennent contredire cette conviction. La paix ne pourra advenir qu'à la condition d'un changement dans l'identité palestinienne, qui devra cesser d'être fondée sur le rejet du sionisme pour intégrer sa légitimité. C'est une vérité exigeante, mais une prise de conscience indispensable.

Si le conflit dure depuis plus d'un siècle, c'est parce que chaque camp continue de percevoir des signes indiquant qu'il peut encore atteindre son but. Les Arabes interprètent certains gestes israéliens comme des signes de faiblesse et croient à l'effondrement prochain de l'entreprise sioniste. Les Juifs, eux, constatent que le monde arabe semble peu à peu renoncer à vouloir anéantir leur souveraineté. Chaque camp se croit donc en mesure de triompher, soit par l'instauration d'un État pour les Juifs, soit par l'effacement de cet État. C'est cette dualité d'espérance qui maintient le conflit en vie.

Cela ne signifie pas que rien ne puisse être fait du côté israélien pour progresser vers une résolution. Au contraire. Israël a un rôle central